



**MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION**  
**MINISTRY OF COMMUNICATION**

**SITUATION SÉCURITAIRE ET ACTIONS CRIMINELLES DE  
L'ORGANISATION TERRORISTE « BOKO HARAM » DANS  
LA RÉGION DE L'EXTREME-NORD.**

**RÉACTION DU GOUVERNEMENT AUX ACCUSATIONS  
DIRIGÉES PAR CERTAINES ONG DES DROITS DE  
L'HOMME CONTRE LES FORCES DE DÉFENSE ET DE  
SÉCURITÉ CAMEROUNAISES IMPLIQUÉES DANS LA  
LUTTE CONTRE BOKO HARAM**

**CONFÉRENCE DE PRESSE**

**PROPOS LIMINAIRE DE  
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY  
MINISTRE DE LA COMMUNICATION**

*Yaoundé, 14 janvier 2016*

**Mesdames, Messieurs les Journalistes,**

**Chers Invités,**

Je vous souhaite une chaleureuse bienvenue et je vous remercie d'avoir répondu à l'invitation que je vous ai adressée pour prendre part au présent échange, qui porte sur la situation sécuritaire dans la Région de l'Extrême-nord de notre pays.

En effet, le mercredi 13 janvier 2016, aux environs de 5h40, une attaque du groupe terroriste Boko Haram a été perpétrée dans l'enceinte d'une mosquée à Kouyapé, localité située non loin de l'arrondissement de Kolofata, dans le département du Mayo-Sava.

Au cours de cette attaque, un jeune homme non encore identifié se faisant passer pour un fidèle musulman, s'est introduit à l'intérieur de la mosquée et a actionné la charge explosive qu'il portait par devers lui, faisant 13 morts, y compris lui-même, et un blessé grave.

Quelques heures avant au cours de la nuit du 12 au 13 janvier, les éléments des Forces de Défense camerounaises avaient déjà repoussé une attaque armée de Boko Haram dans la même zone, faisant deux tués parmi les assaillants.

À titre de récapitulatif, depuis le début de l'année 2016, les statistiques officielles font état de 15 attaques terroristes perpétrées par Boko Haram contre les intérêts et les populations camerounaises sur le territoire national, au nombre desquelles deux attaques-suicide avec 10 personnes tuées, 11 blessés, 9 personnes enlevées et 6 cas d'incendies d'habitations et de concessions.

Ainsi :

- Le 2 janvier 2016 vers 9h, une jeune fille s'est fait exploser à proximité du stade municipal de Kolofata dans le Mayo-Sava. Seule la kamikaze a péri dans cette explosion, après avoir reçue

une flèche dans le dos, tirée par un membre de comité de vigilance local.

- Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2016 vers 22h50, des terroristes de la horde criminelle de Boko Haram ont assiégé la localité de Mozogo dans l'arrondissement du Mayo-Moskota, département du Mayo-Tsanaga, tuant deux villageois et blessant un troisième, tout en pillant cases et boutiques et emportant du bétail et des biens matériels.
- Au cours de la même nuit, Boko Haram a attaqué la localité frontalière de Kerawa dans le Mayo-Sava, arrachant vivres et biens matériels aux villageois.
- Le 4 janvier 2016 dans l'après-midi, des assaillants de Boko Haram ont fait irruption dans le village de Talakachi dans le Mayo-Tsanaga, armés de fusils d'assaut et terrorisant les populations par des tirs nourris, en l'air pour une fois de plus, voler et emporter des biens matériels.
- Dans la nuit du 4 au 5 janvier 2016 vers 22h, les mêmes assaillants ont attaqué le village d'Olamsao dans l'arrondissement de Makary ; bilan : un Camerounais tué, un blessé, 61 cases incendiées.
- Au cours de la même nuit, une autre attaque du même genre a été lancée contre le village d'Ouro-Mari dans le même arrondissement. Cette attaque a échoué grâce à la prompte riposte des éléments du BIR de Fotokol.
- Toujours dans la nuit du 4 au 5 janvier 2016 vers 22h20, la localité de Mozogo a été à nouveau assiégée par les mêmes criminels, faisant un mort et un blessé côté camerounais.
- Encore dans la nuit du 4 au 5 janvier 2016, la localité de Kerawa a fait l'objet d'intenses pillages, avec vols de bétail et de denrées alimentaires.

- Le 6 janvier 2016, le village d'Ashigashia dans le Mayo-Tsanaga a essuyé une énième attaque du groupe terroriste Boko Haram, qui s'est soldée par l'enlèvement de deux villageois camerounais.
- Le 7 janvier 2016 vers 12h30, Boko Haram a encore attaqué la localité d'Ashigashia, tuant un villageois, emportant 45 bicyclettes, 30 porte-tout et 150 petits ruminants, avant d'enlever six autres villageois et les contraindre de conduire le bétail volé en territoire nigérian.
- Le 8 janvier 2016 vers 5 h 45, un jeune garçon s'est introduit dans une mosquée de la localité de Gansé dans l'arrondissement de Kolofata, où il a actionné sa charge explosive. Fort heureusement, seul ce kamikaze a péri sur ce coup, mais sept fidèles camerounais qui étaient en train de prier ont été blessés.
- Au cours de la même matinée, le village de Fima dans le Logone-et-Chari, a essuyé une agression de Boko Haram qui s'est soldée par le vol de 125 bœufs.
- Dans la nuit du 8 au 9 janvier 2016, les terroristes Boko Haram ont attaqué le village de Goura près de Fotokol, tué un villageois, en blessant un autre et incendiant de nombreuses habitations.
- Le 9 janvier 2016, d'autres incursions criminelles sont intervenues dans la localité d'Ashigashia, avec comme bilan, des pillages et des destructions de nombreuses habitations.
- Le 10 janvier 2016 vers 16 h 30, le Chef de village de Fima a été égorgé avec deux de ses notables. Là encore, plusieurs concessions ont été pillées et incendiées.
- Dans la nuit du 11 au 12 janvier 2016, réagissant à une attaque de Boko Haram, les membres du comité de vigilance de Fotokol

ont réussi à neutraliser le chef Boko Haram de nationalité nigériane dénommé DJOGANA ALADJI ALI BOUKAR, près de la localité de Fima. L'intéressé a été ensuite remis aux éléments du BIR.

### **Tout ceci rien que sur une période de deux semaines à peine.**

Depuis 2013 jusqu'en 2015, le recensement des actes d'enlèvements de personnes, y compris des enfants, organisés par Boko Haram sur notre territoire fait ressortir 2 enlèvements de personnes en 2013, 11 enlèvements en 2014 et 5 en 2015, soit au total sur cette période 18 enlèvements.

En 2014, 1 160 têtes de bétail ont été volées à nos populations par la horde criminelle et barbare Boko Haram.

En 2015, selon une estimation faite par Boko Haram lui-même, le nombre de bœufs volés en territoire camerounais s'élèverait à 4200, sans compter les petits ruminants.

En 2014, 37 attaques Boko Haram ont été perpétrées contre les unités des Forces de Défense camerounaises et 23 en 2015.

Toujours en 2015, 21 attaques ont visé les comités de vigilance.

Sur la même année, 28 attentats-kamikazes ont été enregistrés, et je le disais tantôt, pour ce tout début de l'année 2016, déjà 04 attentats de ce même type ont été perpétrés.

Quant aux populations civiles, elles ont subi 66 attaques et exactions diverses de la part de Boko Haram en 2014, 116 en 2015 et rien que sur les quinze premiers jours de 2016, 5 attaques et autres exactions ont été menées par ce groupe terroriste.

Depuis 2013, on aura dénombré dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, 315 incursions des terroristes Boko Haram, 12 accidents sur mines et 32 attentats-suicide du fait de ces mêmes criminels.

Au total, 1 098 civils camerounais, 67 de nos militaires et 03 de nos policiers ont, à ce jour, perdu la vie à la suite des agressions barbares dirigées contre notre pays par le groupe terroriste Boko Haram.

Voilà donc, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, résumé, le macabre tableau statistique de l'agression barbare dont le Cameroun paie le prix fort depuis 2013, du fait des attaques barbares et criminelles de l'organisation terroriste Boko Haram.

Face à un tel harcèlement à la fois gratuit et injustifié, nos Forces de Défense et de Sécurité ont su donner la réplique, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi et lui faisant subir d'importants revers qui aujourd'hui, ont fini par l'affaiblir, au point de le réduire à des actes de couardise, tels que les attentats-suicide devenus son mode opératoire de prédilection.

C'est une fois de plus l'occasion d'exalter le courage, la détermination et l'efficacité de nos Forces de Défense et de Sécurité, soutenues en cela par la bravoure des comités de vigilance agissant auprès des autorités administratives, pour traquer et débusquer ces redoutables criminels, partout où ils pourraient se trouver sur le territoire national.

C'est en tout cas grâce à cette synergie d'efforts que, seul sur le front de guerre pendant plus de huit mois, avant d'être rejoint par d'autres pays voisins, le Cameroun est parvenu à préserver son intégrité territoriale face à l'envahisseur. Et la communauté internationale ne s'y est pas trompée, puisqu'elle a, répondant en cela à l'appel à une riposte globale lancé par le **Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA** au début de l'année dernière, rejoint notre pays de manière multiforme dans le combat pour une éradication définitive du péril terroriste que représente le groupe criminel Boko Haram.

**Comment comprendre alors que certains acteurs de la société civile nationale ou internationale aient choisi ce moment précis pour mettre notre pays, et particulièrement nos Forces de Défense et de Sécurité sur la sellette, en les accusant de toutes sortes d'exactions et de violations des droits de l'homme, dans la traque et la riposte qu'elles conduisent contre l'ennemi Boko Haram ?**

En effet, certaines ONG – et parfois pas des moindres – intervenant en matière de défense des droits de l'Homme, semblent avoir choisi depuis un certain temps d'attaquer le Cameroun par des accusations toutes aussi grossières que fallacieuses, sur des actes qu'elles considèrent comme constituant de graves violations du droit international humanitaire et des droits humains, et dont nos militaires et policiers seraient les auteurs dans le combat qu'ils mènent contre Boko Haram.

Nos Forces de Défense et de Sécurité sont ainsi – et ceci de manière récurrente - accusées de commettre sur les personnes ennemies, et parfois sur les populations civiles, des crimes au regard du droit international et d'autres violations des droits humains, dans la mesure où, selon ces allégations, elles sont stigmatisées pour avoir coutume de procéder à des arrestations de masse, de perpétrer des exécutions sommaires, de recourir de manière excessive à la force, de pratiquer des disparitions forcées, de torturer et de donner la mort à des prisonniers ou à des présumés membres de Boko Haram.

**Le Gouvernement ne peut rester insensible à un tel harcèlement du reste dénué de tout fondement, tant les allégations proférées revêtent un réel caractère de gravité et même d'indécence.**

En même temps que le Gouvernement camerounais rejette totalement ces accusations, je voudrais rappeler à leurs auteurs, ces mots du **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA** prononcés lors de la Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale – le COPAX – qui s'était tenue le 16 février 2015 ici même à Yaoundé. Je le cite : « **La réalité est simple. Il y a d'un côté, le nôtre, les tenants d'une société moderne et tolérante, garantissant l'exercice des droits de l'homme, dont ceux de religion, ainsi que la démocratie représentative. De l'autre côté, c'est-à-dire du côté de Boko Haram et des mouvements qui lui ressemblent, il y a les partisans d'une société obscurantiste et tyrannique, sans considération aucune de la dignité humaine** », fin de citation.

Nous devons donc bien rappeler à l'intention de nos contempteurs que leur ardeur à défendre les droits humains ne doit pas les pousser à confondre le bourreau et la victime. Car, en l'espèce, les bourreaux, ce sont les criminels de Boko Haram, et la victime, c'est le peuple camerounais qui mène un combat légitime pour la protection de son espace territorial et la préservation de la paix et de la sécurité sur son territoire national.

Cela étant, il faudrait qu'il soit clair que ce n'est pas parce que nous faisons face à de tels barbares, que nous nous transformerions nous-mêmes en de vulgaires barbares.

Je voudrais donc dire à l'adresse de nos pourfendeurs sur la question du respect des droits de l'Homme par nos Forces de Défense et de Sécurité, que l'obligation du respect des droits humains, aussi bien en période de paix qu'en période de guerre, fait partie intégrante de la formation de nos Forces de Défense et de Sécurité ; et qu'à chaque fois qu'ils se sont retrouvés sur le terrain

des opérations, les militaires et les policiers camerounais ont toujours su faire bon usage de ces enseignements.

Le professionnalisme, l'efficacité, la compétence et la probité des Forces de Défense et de Sécurité camerounaises constituent une référence au sein de la communauté des nations, au regard des satisfécits que leur accordent constamment des organisations internationales de premier plan telles que l'Organisation des Nations Unies ou l'Union Africaine pour ne citer que celles-là, et qui leur valent de participer chaque fois avec succès à de multiples contingents internationaux impliqués dans les opérations de maintien de la paix.

C'est en particulier le cas de la MINUSCA en RCA et des observateurs intervenant actuellement dans d'autres pays tels que le Mali, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo ou le Soudan.

Le dire de la sorte, parce qu'il s'agit d'une réalité palpable, ne voudrait en aucun cas insinuer qu'il n'y aurait aucune bavure à relever en termes d'écarts de comportement chez nos militaires et policiers. Mais, lorsque de telles bavures ou tout autre manquement de même nature sont avérés en la matière, des voies de droit existent pour, soit sanctionner les fauteurs au plan disciplinaire, soit les traduire devant les juridictions compétentes pour qu'ils aient à répondre de leurs fautes conformément à la loi.

Les mêmes sources désinformatrices font par ailleurs état d'expulsions massives opérées par les autorités camerounaises, à l'encontre de réfugiés de nationalité nigériane ayant précédemment fui les zones de combat et les violences provoquées par Boko Haram en territoire nigérian.

Là encore, le Gouvernement rejette totalement ces autres allégations, la réalité étant toute autre. Car les personnes de nationalité nigériane dont il s'agit ici, ont toujours été accueillies avec hospitalité et convivialité sur notre territoire.

Mais au fur et à mesure que leurs zones d'habitation d'origine sont stabilisées en territoire nigérian, ces personnes sont alors reconduites dans leur pays et ceci, avec leur consentement et la collaboration des autorités nigérianes.

**Le Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA,** a donné des instructions fermes et mis à disposition un soutien matériel et logistique approprié, pour que le convoiement de ces personnes vers leur pays, s'effectue dans les conditions de sécurité et de dignité optimales.

Aucune exaction, aucune brutalité, aucun traitement inhumain ne sont donc commis sur ces personnes, toutes heureuses de retrouver leur terre d'appartenance au Nigeria.

Cela étant, il est un fait que l'afflux de ces réfugiés à un moment donné sur le territoire camerounais aura mis à mal les capacités d'accueil disponibles.

À titre d'illustration, le Camp de Minawao dans l'Extrême-nord, prévu pour accueillir 18 000 réfugiés au maximum, en est aujourd'hui à 52 000.

### **Mesdames, Messieurs les Journalistes,**

Comme nous pouvons le constater tous ensemble, les contre-vérités flagrantes exprimées par ces ONG et parfois relayées par certains médias internationaux notamment, la récurrence et la persistance de leur diffusion au sein de l'opinion publique, la gravité des

accusations portées à l'encontre de nos institutions et en particulier de nos Forces de Défense et de Sécurité, au moment même où celles-ci portent l'estocade contre l'ennemi que représente le groupe terroriste Boko Haram, sont de nature à nous laisser **pour le moins** perplexes.

Et la question que l'on peut se poser, c'est de savoir ce que cache un tel acharnement.

Autrement dit, quel agenda caché y aurait-il derrière de telles manœuvres, tellement celles-ci apparaissent à la fois grossières et dénuées de tout fondement, mais en même temps opportunistes, parce qu'intervenant au moment même où notre pays doit faire face à une crise sécuritaire inédite dans son existence.

C'est donc le lieu d'en appeler plus que jamais à la vigilance de toutes les Camerounaises et de tous les Camerounais, à la mobilisation de tous et à un engagement collectif, sans réserve et sans faille derrière le **Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA, Chef des Armées**, dans ce combat intrépide qu'il livre au nom de la nation tout entière, contre les forces du mal que représentent les terroristes de la horde criminelle Boko Haram.

Il s'agit ni plus ni moins, de faire bloc et de faire échec à toutes ces manœuvres de fragilisation de notre tissu national, et à ces tentatives protéiformes de déstabilisation du Cameroun qui, plus que jamais, doit demeurer ce havre de paix, ce sanctuaire d'unité et ce potentiel de prospérité et d'aspiration à l'émergence, que bien de pays lui envient à travers le monde.

Je vous remercie de votre aimable attention.